

Cooperation and Drug Policies in the Americas. Trends in the Twenty-First Century, Roberto ZEPEDA et Jonathan D. ROSEN (dir.), 2015, Lanham, The Rowman and Littlefield Publishing Group, 249 p.

Cyprien Bassamagne Mougnoq

Volume 46, numéro 2-3, juin–septembre 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1035190ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1035190ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bassamagne Mougnoq, C. (2015). Compte rendu de [*Cooperation and Drug Policies in the Americas. Trends in the Twenty-First Century*, Roberto ZEPEDA et Jonathan D. ROSEN (dir.), 2015, Lanham, The Rowman and Littlefield Publishing Group, 249 p.] *Études internationales*, 46(2-3), 350–352.
<https://doi.org/10.7202/1035190ar>

English up », in the process mobilizing America's large « hidden diaspora », the one consisting of the English-descended Americans who had heretofore been inclined to regard the British themselves as having been Americans' « significant oppositional others », so necessary for establishing the very meaning of the American national identity (p. 191).

C'est seulement lorsque les Américains d'ascendance anglaise ont été mis face à un « Autre » allemand et irlandais qu'ils ont pu se concevoir comme une « diaspora », et donc comme appartenant au même groupe que les Britanniques et les Canadiens. C'était une condition nécessaire à la création de la CSNA.

La menace terroriste djihadiste, injustement associée à la diaspora musulmane, a elle aussi contribué à resserrer les liens de la CSNA. Après les attentats du 11 septembre 2001, des Canadiens ont craint un « épaississement » de la frontière, mais le problème terroriste s'est depuis révélé comme une menace pour les deux partenaires, renforçant de ce fait la coopération au sein de la CSNA. Haglund en vient à la conclusion que l'impact des diasporas sur la relation canado-américaine n'est plus, et depuis longtemps, un facteur de division. Qui plus est, la diaspora musulmane n'a pas la taille des diasporas irlandaise et allemande du tournant du 20^e siècle : elle ne peut espérer avoir qu'une fraction de l'influence de celles-ci. Surtout, cette diaspora est engagée de manière résolue dans la lutte contre le djihadisme, contrairement aux deux autres diasporas, qui s'opposaient explicitement au Canada et au Royaume-Uni.

S'adressant avant tout aux spécialistes des diasporas ou des relations canado-américaines, Haglund apportera aussi du grain à moudre à qui s'intéresse au terrorisme et aux « acteurs clandestins transnationaux ». Mais sa prose, à la fois précise et colorée, ainsi que le récit saisissant qu'il fait de passages souvent oubliés de l'histoire américaine, confèrent à cet ouvrage un intérêt qui devrait largement dépasser les cercles des seuls politologues.

Manuel DORION-SOULIÉ
*Institut des hautes études internationales
 et de développement
 Genève, Suisse*

Cooperation and Drug Policies in the Americas.

Trends in the Twenty-First Century

*Roberto ZEPEDA et
 Jonathan D. ROSEN (dir.), 2015,
 Lanham, The Rowman and Littlefield
 Publishing Group, 249 p.*

Sans une véritable coopération régionale entre les pays producteurs, consommateurs et de transit des drogues illicites qui prend en compte les principes de coresponsabilité et d'égalité souveraine des États, le trafic de ces drogues dans les Amériques risque de continuer à faire des ravages, et ce, malgré le changement de discours observé depuis quelques années à l'Organisation des États américains (OEA) et, en dépit des efforts de plusieurs États d'expérimenter de nouvelles politiques publiques en la matière. Telle est l'idée générale de *Cooperation and Drug Policies in the Americas : Trends in the Twenty-First Century*, ouvrage collectif dont l'objectif est d'analyser les grands enjeux

et défis structurant la coopération interaméricaine en matière de lutte contre les drogues au 21^e siècle. Le principal point d'ancrage de l'ouvrage est le rapport de l'OEA de 2013 intitulé *The Drug Problem in the Americas*, rapport dans lequel l'organisation s'est prononcée, pour la première fois depuis le lancement de la guerre contre la drogue dans les Amériques (1971), en faveur d'une dépénalisation des délits qui lui sont reliés. Plus encore, les directeurs de l'ouvrage avancent l'idée selon laquelle ledit rapport aurait introduit au sein des Amériques un véritable débat sur l'échec des politiques prohibitionnistes en vigueur, ce qui aurait motivé plusieurs dirigeants de la région à tester des solutions, dont la légalisation ou la dépénalisation des infractions.

Si l'ouvrage s'intéresse à la coopération Sud-Sud ou aux politiques nationales antidrogues des pays tels que la Colombie, le Pérou, la Guyane, le Mexique, le Honduras, l'Uruguay ou Haïti, les trois quarts de l'étude sont consacrés à l'analyse de la coopération entre les États-Unis avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Selon les auteurs, Washington a toujours recouru, dans le cadre de cette coopération asymétrique, à la contrainte, fût-elle symbolique ou matérielle, pour imposer sa volonté aux dirigeants de la région, et ceci, très souvent au mépris du principe de la souveraineté des États. D'ailleurs, comme le précisent Zepeda et Rosen, pour mieux percevoir l'ingérence américaine dans les affaires internes des autres États du continent, il suffit de se référer au processus de « certification » qui conditionne l'octroi de l'assistance économique ou militaire américaine au respect de certains critères et objectifs en matière de lutte

contre le trafic des drogues. Les initiatives « régionales », telles que le plan Colombia (2000) ou l'initiative Mérida (2007), pour ne citer que ces deux cas, seraient tout à fait représentatives de la situation. Elles traduiraient particulièrement bien les velléités impérialistes américaines dans la région, de même que la soumission, voire l'allégeance des dirigeants sud-américains à l'autorité américaine sous la menace de sanctions.

Dans le même ordre d'idées, les contributeurs de l'ouvrage analysent à divers degrés l'action des États-Unis au sein d'organismes régionaux de lutte contre les drogues, dont principalement celle de la Commission interaméricaine de lutte contre l'abus des drogues (CICAD), laquelle est institutionnellement rattachée à l'OEA. Il en ressort que l'influence américaine y a été tellement forte que plusieurs dirigeants d'Amérique latine et des Caraïbes en sont même venus à douter de sa légitimité, la considérant comme un simple instrument de la politique étrangère de Washington dans la région. Comme le note à juste titre Youngers (p. 24), il a fallu attendre la publication du rapport de l'OEA, évoqué précédemment, pour qu'un changement de perception s'opère dans l'imaginaire des dirigeants de la région.

L'ouvrage souligne également le changement de discours observé ces dernières années de la part de Washington sur la lutte contre le trafic de drogues dans la région. Alors qu'après les attentats du 11 septembre 2001, les autorités américaines établissaient systématiquement une corrélation entre le trafic des drogues et les activités terroristes dans la région, le discours n'est maintenant plus le

même, puisque l'administration Obama dissocie désormais ces deux menaces. De même, on observe un desserrement de l'étau autour de la question de la prohibition, notamment avec la légalisation ou la dépénalisation des délits relatifs à la drogue dans plusieurs États de la région, particulièrement au Colorado et dans l'État de Washington aux États-Unis.

On retiendra que cet ouvrage offre une analyse rigoureuse des variations de la coopération interaméricaine en matière de lutte contre le trafic des drogues. Toutefois, en soutenant de façon péremptoire que l'objectif premier de la politique étrangère des États-Unis a toujours été la sécurité (p. 38-39), les directeurs de l'ouvrage nous ramènent aux catégories quelque peu éculées de l'analyse réaliste, laquelle établissait une sorte de hiérarchie entre la *high politics* (sécurité) et la *low politics* (affaires économiques, sociales ou culturelles). Par ailleurs, pour avoir un portrait plus complet de la coopération interaméricaine dans la lutte contre les drogues, il aurait fallu s'intéresser également à la dimension judiciaire ou pénale de celle-ci, en mettant l'accent notamment sur les enjeux et défis associés à l'institutionnalisation des mécanismes d'entraide judiciaire ou d'extradition en matière d'infractions. Enfin, il aurait été intéressant d'analyser l'action du Canada dans le renforcement de cette coopération, d'autant plus que ce pays y a joué – ou y joue encore – un rôle important. Pour s'en convaincre, il suffit, entre autres, de se référer à ses contributions financières à la CICAD (il est le 2^e contributeur après les États-Unis depuis le début des années 1990) ; à son rôle dans la diffusion des normes ou dans le

renforcement des mesures de confiance mutuelle et, bien entendu, au rôle de premier plan qu'il a joué dans la mise en place du Mécanisme d'évaluation multilatérale (MEM) de l'OEA, lequel constitue une sorte d'alternative à la politique américaine de certification. Cela dit, l'ouvrage demeure très intéressant et retiendra certainement l'attention des chercheurs travaillant sur la problématique des drogues illécitales dans les Amériques.

Cyprien BASSAMAGNE MOUGNOK
Centre d'études interaméricaines (CEI),
Université Laval
Québec, Canada

RÉGIONALISME ET RÉGIONS

Europe

The EU's Foreign Policy : What Kind of Power and Diplomatic Action ?

Mario TELÒ et Frederik PONJAERT
(dir.), 2013, Farnham, Ashgate
Publishing Limited, 248 p.

Cet ouvrage, réunissant douze contributions, se situe à l'intersection des études européennes et des relations internationales ; il traite de l'évolution de l'Union européenne (UE), comme acteur mondial, dans un double contexte de changement : celui, d'une part, intervenu à la suite de l'adoption du traité de Lisbonne (2009) et de la crise économique-financière européenne, et celui, d'autre part, relié au décentrage graduel du pouvoir mondial et de la multipolarisation croissante des relations internationales.

L'objectif principal des auteurs est de présenter une analyse critique et originale sur l'évolution de l'efficacité